

Responsabilités sociétale et étatique dans la gestion des terroirs et des relations agriculture – élevage au Nord – Cameroun : vers un cadre de concertation

A.L. Dongmo¹, M. Havard², M. Mbiandoun³, A. Njoya⁴

¹ Zootechnicien et Géographe, IRAD, Garoua, Cameroun, Email : dongmonal@yahoo.fr

² Agronome, IRAD, Yaoundé, Cameroun

³ Agronome et Géographe, IRAD, Garoua, Cameroun

⁴ Zootechnicien, IRAD, Yaoundé, Cameroun

RESUME. Responsabilités sociétale et étatique dans la gestion des terroirs et des relations agriculture – élevage au Nord – Cameroun : vers un cadre de concertation.

Au Nord - Cameroun, l'installation d'agriculteurs migrants et la sédentarisation d'éleveurs peuls sur des territoires contigus depuis deux décennies, s'accompagne d'une compétition pour l'usage de l'espace et des biomasses. Les champs d'agriculteurs "bouffent" les pâturages, tandis que le bétail transhumant discute en champs, les résidus de cultures que souhaitent stocker les agriculteurs pour leurs animaux de trait. Le parage du troupeau dans les champs d'agriculteurs pour restituer la fumure animale est en voie de disparition du fait de l'adoption de l'agriculture par les éleveurs. En l'absence de systèmes légitimes de régulation, ces évolutions de pratiques et de stratégies d'acteurs fragilisent le développement durable. La baisse de matière organique dans les champs d'agriculteurs et la dégradation d'espaces pastoraux remettent en question la viabilité écologique, de même que les conflits agropastoraux et la baisse des revenus du producteur qui hypothèquent respectivement l'équité sociale et la rentabilité économique des systèmes d'activités. Dans la perspective de décentralisation, l'Etat s'appuie actuellement sur des projets de développement pour organiser et responsabiliser les collectivités dans la gestion des ressources naturelles. Au-delà de la création de comités locaux de gestion ou de concertation au niveau des terroirs, le véritable défi est de les faire fonctionner sur des enjeux cruciaux, dont l'intégration agriculture-élevage.

Mots clés : Nord - Cameroun, Intégration agriculture - élevage, cadre de concertation

ABSTRACT. Responsibilities of society and state in the management of territories and agro pastoral relationship in the North Cameroon region: toward a negotiate platform.

In North-Cameroon, the re-settlement of migrant farmers from saturated areas and the settlement of traditional nomadic groups within the last two decades are being accompanied by a competition for biomass and land use. The traditional pastoral grazing lands have been invaded by crop farmers' activities, while crop farmers with some form of livestock (crop/livestock farmers) have intensified their storage of crop residues to meet up with their livestock nutritional requirements at the detriment of transhumant herds. The organic manure which would have been deposited on the farmlands by the grazing herd is now being gathered systematically by the settled livestock farmers for use on their own cereal plots. This system has weakened the traditional system of soil fertility restoration which was based on the recycling of crop residue versus organic matter. These evolving practices which are based on self satisfaction of individuals' needs at the expense of the collective management of natural resources, creates disequilibrium on the ecological viability, social equity and the economic benefits in the environment thus stimulating tension. In the present context of decentralization, state agricultural policies are based on projects reinforcing the capacities of stakeholders in the management of their natural resources. Apart from the creation of local comities in charge of natural resource management, the main challenge is to ensure their smooth functioning on the crucial stakes, including agro pastoral relationship.

Key words: North Cameroon, agro pastoral relationship, negotiated management

1. INTRODUCTION

L'afflux d'agriculteurs migrants et la sédentarisation des éleveurs transhumants sur des zones sous peuplées et sécurisantes du nord et du centre de la région du Nord – Cameroun, ont conduit à une juxtaposition d'activités agricoles et pastorales sur le territoire. A la suite des installations organisées par l'Etat, l'appropriation des ressources naturelles a été partout spontanée, concurrentielle entre les différents groupes socioprofessionnels, et sans véritable planification à plus long terme. Au bout de 20 ans, les terroirs néo colonisés se sont saturés, conduisant à une disparition des jachères et des pâturages nécessaires respectivement à la gestion de la fertilité des sols et de l'affouragement du bétail.

Aujourd'hui, sur les terroirs saturés, les éleveurs sédentarisés ont adopté l'agriculture et privilégient le parage du bétail sur leurs propres parcelles aux dépens de celles d'agriculteurs dont ils exportent la matière organique via la pâture des résidus de cultures. De même, l'appropriation ou l'accès aux ressources pastorales est entravée par la forte emprise agricole et par le stockage des résidus de cultures pour les bovins de trait d'agriculteurs. La compétition entre agriculteurs et éleveurs est donc âpre pour l'usage de l'espace et des biomasses, et faute de régulation, elle débouche sur des tensions qui s'accompagnent à moyen terme d'une dégradation des pâturages et des sols, d'une baisse des revenus agricole, et de conflits. Dans une perspective d'innovation, il est nécessaire de caractériser les pratiques et stratégies des agriculteurs et des éleveurs et d'appréhender les niveaux d'intégration d'activités, pour proposer des systèmes de gestion durable.

2. METHODOLOGIE : APPROCHE SYSTEMIQUE ET PARTICIPATIVE

A l'échelle de la région, des entretiens individuels ont été effectués auprès de responsables de 12 projets et structures de développement (PSD) pour analyser leurs systèmes de gestion des espaces et des ressources naturelles qu'ils diffusent. Ils ont été suivi d'une table ronde sur le thème : « Quelles démarches d'intervention des PSD sur la gestion des ressources naturelles au Nord – Cameroun ? Quels enseignements pour accompagner les acteurs à mieux gérer simultanément la fertilité des sols et l'alimentation du bétail au niveau des terroirs ? ».

Au niveau des terroirs, 3 villages de migrants situés dans le bassin de la Bénoué à 40 km au sud de Garoua, (*Ourolabo III*, *Laïndé karewa*, *Israël-balané*) et les campements d'éleveurs peuls attenants (*OuroBocki*, *Laïndé Karewa* et *Israël-balané*) ont été étudiés. Des entretiens collectifs auprès de 6 groupes d'agriculteurs et d'agro éleveurs et de 3 groupes d'éleveurs peuls ont été effectués pour comprendre leurs modes collectifs de gestion des ressources agro-pastorales. Ensuite, les entretiens individuels auprès de 60 agriculteurs et de 60 éleveurs peuls ont permis de caractériser leurs pratiques individuelles de gestion des systèmes de production.

Au niveau des unités de production, 12 troupeaux d'éleveurs et 3 troupeaux collectifs de bovins de trait ont été suivis au pâturage (1 troupeau / jour) pendant la saison des cultures, pour déterminer les circuits, les activités de pâturage, et les interactions avec l'agriculture.

3. RESULTATS ET DISCUSSIONS

3.1. Organisation sociale et usage des ressources agropastorales

3.1.1. *Imbrication d'activités et droits d'usage en recomposition sur le territoire*

Au Nord – Cameroun, s'intéresser au ¹territoire et aux relations agriculture élevage nécessite de prendre en compte les interactions et les flux de matières entre les communautés socioprofessionnelles voisines. Le territoire d'éleveurs au sens qu'ils le perçoivent et l'exploitent, intègre au-delà du campement de sédentarisation, tous les espaces immédiats de transhumance journalière (pâturages, pistes à bétail, champs d'éleveurs, points d'eau, etc.). Au sens de la production, le territoire se confond au terroir qui, selon l'acception des Géographes Africanistes est l'ensemble constitué du territoire coutumier (de la collectivité) et de la zone d'extension des activités agricoles et pastorales située en dehors. C'est donc un espace cultivé ou exploité par une communauté socioprofessionnelle (Rabot, 1990).

Les espaces exploités par les collectivités relèvent du domaine national qui est constitué des terres ne faisant partie ni du domaine public, ni du domaine privé de l'Etat. Il s'agit selon l'Ordonnance 74-1 du 6/7/74 d'une part, des terrains d'habitation, des terres de culture, de plantation, de pâturage et de parcours dont l'occupation se fait par une emprise évidente de l'homme et une mise en valeur probante ; et d'autre part, des terres libres de toute occupation effective. La mise en culture d'espaces vierges constitue pour les agriculteurs le principal moyen d'appropriation foncière, ce qui n'est pas le cas pour les éleveurs peuls dont plus de 70% du parcours journalier du bétail se fait sur les villages d'agriculteurs voisins, qu'ils exploitent par un système de « cueillette », sans aménagement.

En saison sèche les droits ancestraux de vaine pâture accordés aux éleveurs pour valoriser les résidus de cultures dès la fin des récoltes perdent leur légitimité au contact d'agriculteurs qui les stockent systématiquement, et ce de plus en plus pour leur propre bétail. La stratégie des agriculteurs consiste à récolter progressivement les graines en stockant simultanément les résidus de cultures. Ces derniers réclament aussi des droits sur le fumier issu du recyclage des résidus de culture de leurs champs par le bétail d'éleveurs, et notamment une réhabilitation des ²contrats de parage qui existaient avant l'adoption de l'agriculture par les éleveurs *Mbororos*. La stratégie d'éleveurs consiste dans certains cas à entrer dans les parcelles, avant même que l'agriculteur n'ait fini les récoltes.

En saison des pluies, le pâturage journalier se fait sur les interstices de parcelles de cultures et les jachères (Figure 1). Les pâturages, collines, piémonts et pistes à bétail qui sont les espaces pastoraux proprement dits ou reconnus, ne sont visités par le bétail que pendant la moitié du temps journalier de pâturage, et ce, à cause de leur dégradation (Dongmo et Tchobsala, 2006).

¹ Le territoire est une étendue de terre qui dépend d'une juridiction, occupée par un groupe humain qui lui tisse un sentiment d'appartenance et d'attachement, et manifeste une solidarité collective par rapport à l'extérieure.

² Le contrat de parage nécessite un séjour continu de plusieurs jours sur une même parcelle pour lui restituer des quantités importantes de matière organique que les séjours passagers actuels ne suffisent à le faire.

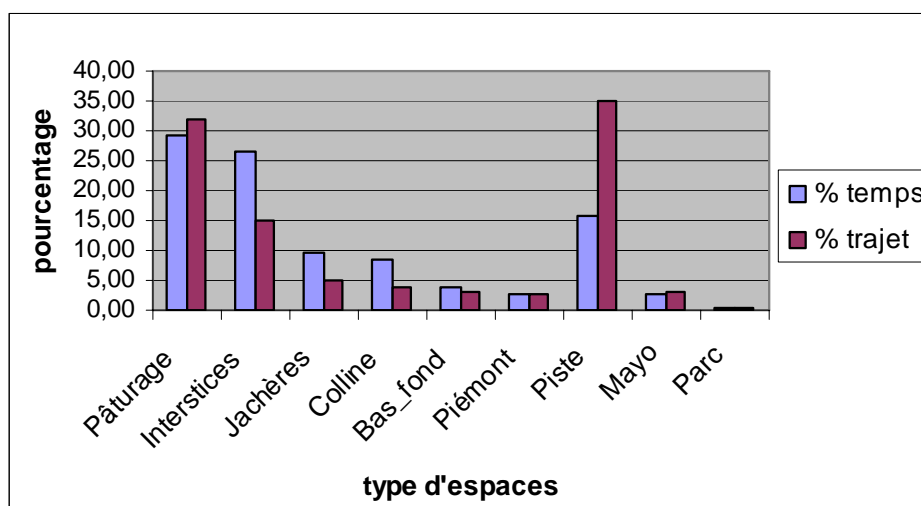


Figure 1 : Distances et temps moyens des trajets de pâturage en saison des pluies
 Ils servent surtout (Tableau 1), au transit du troupeau (marche) qui peut être accompagné de prélèvements passagers du fourrage dispersé ça et là (marche+broute).

Tableau 1 : Activité du bétail par type d'espace en saison des cultures

Activité	Marche		Broute (m)		Marche+Broute (m)	
	Trajet (m)	% total	Trajet (m)	% total	Trajet	% total
Colline	155	45	47	14	139	41
Zone inondable	78	31	84	33	91	36
Interstices	308	24	645	51	322	25
Jachères	24	6	229	52	187	42
Mayo (cours d'eau)	37	31	1	1	81	68
Parc	50	100	0	0	0	0
Pâturage	1483	54	437	16	824	30
Piémont	109	50	42	19	68	31
Piste à bétail	2605	87	120	4	286	9
Total	4849	57	1605	19	1997	24

Les droits d'accès et d'usage d'éleveurs *Mbororos* aux espaces sont très affirmés sur le terroir d'appartenance, et s'amointrissent au fur et à mesure que l'on s'en éloigne. A proximité du campement, toute ouverture d'une nouvelle parcelle dans l'espace pastoral est contestée par les éleveurs qui y répondent par une pâture stratégique destinée à faire déguerpir l'agriculteur, tandis qu'à la périphérie du terroir d'activité, la contestation de l'éleveur n'intervient qu'en cas de blocage complet de la piste à bétail par un champ cultivé.

Au-delà du rôle d'appropriation individuel ou de marquage collectif du foncier, l'agriculture a progressivement acquis un caractère spéculatif qui lui permet de modifier les modes d'accès et d'usage des ressources (Figure 2), et l'organisation du territoire (Figure 3).

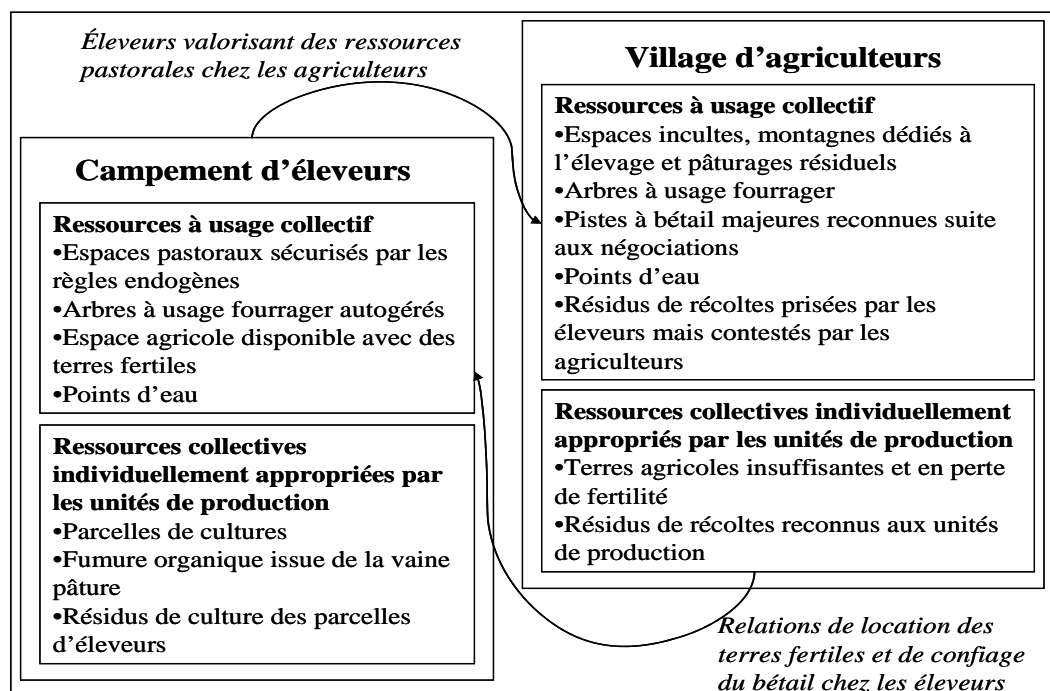


Figure 2 : Accès et usage collectif aux ressources naturelles par les différents groupes

Chez les peuls (Figure 3), d'un modèle classique, constitué de « campements peul possédant une auréole cultivée et un pâturage » (campement peul de *Laïndé karewa*), on est passé à des modèles hybridés constitués de « campements aux pâturages émiettés » (campement peul d'*Ourobocki*) et de « campements peuls sans pâturages » (campement peul d'*Israël-Balané*).

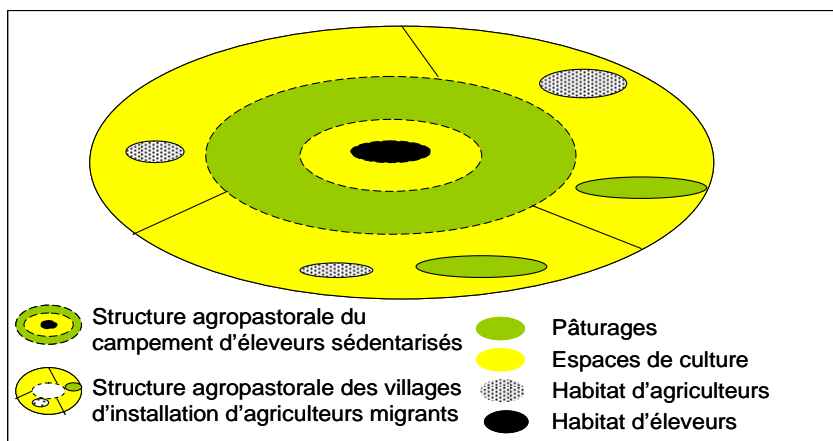


Figure 3 : Modèle d'occupation spatiale d'un terroir agropastoral au Nord – Cameroun

La mise en culture de l'espace pastoral par les *Mbororos* ou leur location aux agriculteurs voisins constitue le principal facteur d'évolution du modèle classique de valorisation et d'organisation de l'espace. Dans cette dynamique, Gautier et al. (2005) font remarquer en zone de savanes que les relations entre communautés d'agriculteurs et d'éleveurs, qui commencent par des échanges commerciaux entre les territoires disjoints peuvent aller jusqu'à une juxtaposition voir une mise en valeur partagée d'activités agropastorales sur un même territoire.

3.1.2. Absence de gestion concertée et stratégies d'adaptation

Au Nord - Cameroun, les activités d'élevage et d'agriculture s'interfèrent dans le temps et sur l'espace, avec des synergies et des conflits portés par des stratégies diverses (Figure 4).

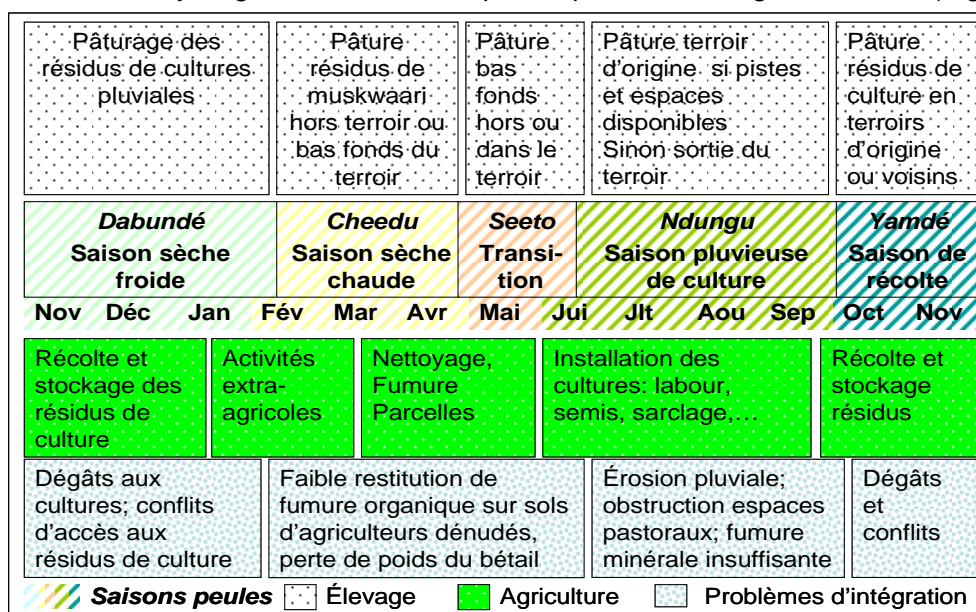


Figure 3 : Relations agriculture-élevage : synergies et conflits

a) Stratégies d'éleveurs

Les stratégies d'éleveurs sont « défensives » tant en saison sèche chaude (*Cheedu*) marquée par l'épuisement des ressources, qu'en saison des cultures (*Ndungu*) du fait de la restriction des espaces pastoraux. Lorsque les résidus fourragers en champs s'épuisent complètement avant la fin de la saison sèche chaude, les éleveurs effectuent une petite transhumance sur un rayon de 100 km au sud de la région pendant la saison de transition (*Seeto*), pour bénéficier des premières repousses de fourrage.

En saison des pluies, contrairement aux idées reçues, l'affouragement du bétail reste très difficile et n'est satisfait qu'au fruit d'un savoir faire soutenu par l'abnégation du berger, qui conduit le bétail entre les interstices des champs cultivés et les jachères (Figure 1, Tableau 1). Toutefois, la juxtaposition récurrente des espaces agricoles sur l'itinéraire de pâturage témoigne du fort risque de dégâts du bétail sur les cultures et de conflits (Tableau 2).

Tableau 2 : Juxtaposition d'espaces agricoles et pastoraux sur le circuit de pâturage

Espaces pastoraux	Trajet journalier (m)	Taux de présence d'un espace agricole immédiat		
		Pas de champs	Champs cultivés	Jachère
Colline	341	72%	28%	0%
Zone inondable	252	50%	46 %	5%
Interstices de cultures	1275	0%	21 %	79%
Jachères	440	0%	0%	100%
Mayo (cours d'eau)	263	43%	53%	5%
Parc à bétail	50	48%	52%	0%
Pâturage	2748	65%	32%	3%
Piémont	219	34%	66%	0%
Piste à bétail	3011	4%	91%	5%
Total	8600	29%	51%	20%

En effet, 71 % des trajets de pâturage se font à proximité immédiate (sur un rayon de 25 m) des zones de cultures à cause de l'émiettement des pâturages et à la mise en culture des pistes à bétail. C'est fort logiquement que la quasi-totalité des agriculteurs sont victimes de dégâts du bétail sur les cultures.

Pendant la saison des récoltes (*Yamdé*) et pendant la saison sèche froide (*Dabundé*), les **stratégies d'éleveurs sont « offensives »**, car basées sur la valorisation maximale des résidus de culture. Après la valorisation des résidus de cultures pluviales, en fonction de l'importance du troupeau et du réseau de relation de la communauté, une petite transhumance est effectuée pour pâturer les résidus du sorgho de saison sèche (*muskwaari*) dans un rayon de 60 km autour du campement (zones de Pitoa, Bibémi, Bounga, Babla, etc.). L'accès aux résidus de culture de *muskwaari* n'est possible qu'avec l'autorisation du chef traditionnel de la localité (*Lamido*) qui est assujettie au versement d'un présent symbolique (noix de kolas ou cadeaux d'une valeur de 5000 Fcfa lorsqu'il s'agit du *Lamidat* d'appartenance) ou plus onéreux (de 40 000 Fcfa à 1 bœuf lorsqu'on se situe dans un *Lamidat* étranger³).

b) Stratégies d'agriculteurs

Les stratégies d'agriculteurs sont « défensives » pendant la période des récoltes (*yamdé*), pour stocker les résidus de récolte au profit de leurs animaux de trait et par la même occasion, limiter l'entrée précoce du bétail d'éleveurs transhumants qui se traduit généralement par des dégâts sur les récoltes. La période de valorisation des résidus de cultures (*dabundé*) qui fait suite à *yamdé* est marquée par une faible restitution in situ de la matière organique prélevée. L'absence de contrats de parage conduit donc à un transfert/recyclage des parcelles d'agriculteurs vers celles d'éleveurs. Ces transferts correspondent à la proportion des déjections éjectées le soir sur les parcelles d'éleveurs au retour du pâturage et qui sont estimées à 60 % par certains agronomes. Seulement 10% des agriculteurs restituent la fumure animale en champs sur une superficie moyenne de 0,5 ha par unité de production, à la dose de 1,5 à 2 tonnes / ha / an. Ces niveaux de fertilisation organique sont très faibles, comparés aux situations du Mali – sud où la forte intégration de l'élevage à l'agriculture et le renforcement des capacités des acteurs (Kanté et al., 1997 ; Sangaré et Coulibaly, 1999), ont permis de vulgariser les techniques de production et de valorisation de la fumure organique. Les stratégies « défensives » d'agriculteurs à cette période concernent aussi l'accès au foncier pendant la période *seeto* qui marque la transition vers la saison des pluies et *Ndungu* qui est la saison de cultures. Elles portent sur la récupération voire la location des « terres fatiguées », impropres ou non destinées à l'agriculture.

Les stratégies « offensives » d'agriculteurs s'exercent au travers de l'accumulation foncière, lorsque ces derniers accèdent aux nouveaux terroirs (Figure 2). Elles s'accompagnent toutefois d'une inégale répartition des terres, qui est peu équitable, car laissant la part belle aux premiers arrivants et très peu pour les derniers. En effet selon le recensement PRASAC 2002, 70% des terres en terroirs saturés appartiennent à seulement 30 % d'agriculteurs, notamment les premiers installés, laissant une majorité de « paysans sans terres ». Cette inégale répartition favorise le développement des systèmes extensifs dans laquelle la terre est une rente pour le propriétaire, et ce dernier l'exploite de façon « minière » ou la met en location dès que la baisse de fertilité est constatée. Le statut de locataire dont disposent ces derniers et la durée annuelle des baux interdisent

³ L'appartenance à un *Lamidat* permet de tisser des relations de solidarité avec le *Lamido* qui se renforcent lors des cérémonies diverses où chaque membre de la communauté apporte sa contribution.

⁴ L'intégration agriculture - élevage implique souvent la présence d'un troupeau au sein de l'unité de production

respectivement tout aménagement (plantation d'arbres, construction de dispositifs anti-érosifs, etc.) ou toute innovation (entretien de la fertilité, etc.) qui conserve l'environnement.

c) Stratégies de gestion des conflits

La juxtaposition des espaces, l'amenuisement des ressources pastorales et la mobilité du troupeau favorise les conflits. En général, les tensions sont récurrentes, mais seuls les dégâts importants font l'objet de plaintes auprès de l'autorité traditionnelle qui se charge de la régulation lorsque le dégât est avéré et que l'auteur ait été clairement identifié. Or, les dégâts s'effectuent en général en l'absence du propriétaire de la parcelle au point où certains paysans font garder leurs parcelles par les enfants pendant la période de récoltes. La plainte est gérée à l'initiative du chef d'agriculteurs, par le chef des éleveurs et en cas de mésentente, elle est transférée au *Ardo* ou au *Lamido* et rarement à la justice. La régulation des conflits par l'autorité traditionnelle se fait sinon de façon de façon arbitraire, du moins « en bon père de famille » car elle ne prend pas en compte les dispositions du Décret N° 78/263 du 03 septembre 1978. Ce décret fixe les modalités de règlement des litiges agropastoraux et stipule en son article 6 que « dans les zones d'élevage, le déplacement du bétail d'une zone de pâturage à une autre ou vers des points d'eau doit se faire uniquement par des couloirs de transhumance comportant une emprise de vingt cinq mètres de part et d'autre des pistes réservées à cet effet ». De même, bien qu'il soit de portée sectorielle, l'arrêté N° 58/MINAGRI (Ministère de l'agriculture) fixant les modalités et les montants d'indemnisation d'agriculteurs par les auteurs des dégâts occasionnés par le bétail à leurs arbres et à leurs cultures n'est pas consulté.

En somme, la résolution du conflit est très complexe car porteuse d'enjeux financiers et stratégiques. La représentativité des protagonistes, l'applicabilité et l'équité des résolutions prises sont des facteurs influençant la médiation durable des conflits (Encadré 1). Dans la plupart des situations de conflits, les protagonistes font recours à la chefferie traditionnelle dont ils dépendent pour assurer la médiation. Le *Ardo* en tant que auxiliaire d'administration supplée localement la commission consultative de règlement des litiges dont la mobilisation sur le terrain est difficile en raison des charges financières élevées.

Tout de même, l'impartialité est rendue difficile par l'influence des différents groupes stratégiques et par l'antériorité de leur relation avec la chefferie chargée de la médiation. Dans le contexte actuel de décentralisation, des avancées notables ont été faites pour alléger la procédure de déploiement de la commission consultative et les charges financières supportées par les requérants.

Lors d'un suivi au pâturage du bétail des peuls d'Israël-Balané, nous avons assisté à un conflit qui les a opposé à une communauté d'agriculteurs située sur leur itinéraire de pâturage. Ces derniers, armés de bâtons s'étaient mobilisés pour empêcher le passage endommageant des troupeaux dans leur village. Les éleveurs s'obstinaient à y passer parce que la principale piste à bétail de la zone a été obstruée par une parcelle depuis le début de la saison culturale. Le conflit ouvert a entraîné une dispersion du bétail dans les parcelles alentours avec des dégâts conséquents. La plainte d'agriculteurs a été faite auprès du chef (*Ardo*) du canton de Karewa. Notre participation neutre, au début du conflit et pendant le processus de médiation a permis de mettre en évidence certaines variables d'intérêts.

Les causes du conflit. Les difficultés de circulation du bétail conduisent aux plaintes d'éleveurs, tandis que les dégâts aux cultures en raison de la conséquence directe qu'ils ont sur le revenu annuel de l'agriculteur, stimulent les tensions fortes allant jusqu'au conflit ouvert. La majorité des dégâts, sont involontaires et interviennent lorsque le berger conduit un cheptel sur une piste étroite bordée de champs cultivés, ou lorsqu'il veut profiter hâtivement des résidus de cultures confinées dans des blocs de parcelles non récoltées. Il existe aussi des dégâts stratégiques d'éleveurs, volontairement occasionnés pour déguerpir l'agriculteur d'un espace traditionnel d'élevage qu'il veut s'approprier.

Le processus de médiation. Lorsque l'agriculteur a identifié l'auteur des dégâts, il se plaint directement auprès du *Ardo* ou via l'agent local du service d'agriculture. Au cours de la médiation, la représentativité des protagonistes est souvent déséquilibrée. Les éleveurs peuls, portés par un sentiment de solidarité qui les lie aux activités et aux ressources pastorales, participent souvent en grand nombre pour défendre leurs pairs. La présence d'agriculteurs se limite au propriétaire de la parcelle endommagée qui, très peu accompagné de ses pairs, bénéficie en revanche de la participation de l'agent local d'agriculture qui peut plaider pour lui, ce qui n'est généralement pas le cas pour les éleveurs. La médiation est conduite par le *Ardo* et ses notables ou conseillers.

Les enjeux. Les enjeux à court terme sont financiers, l'agriculteur cherchant à lever les enchères pour tirer profit de la situation, mais aussi pour désintéresser les partisans à sa cause. Les éleveurs font feu de tout bois pour prendre le dessus et n'acceptent généralement pas d'être considérés comme les principaux auteurs du préjudice. Selon eux, l'obstruction ou à la restriction d'espaces pastoraux par les agriculteurs sont les principales causes des dégâts. Beaucoup d'éleveurs préfèrent payer aux tiers personnes participant à la médiation pour les « dédommager » du temps qui leur a été pris, plutôt qu'à l'agriculteur dont la parcelle a été endommagée. Cette stratégie d'éleveurs vise à faire prévaloir une certaine supériorité sur l'agriculteur et à le dissuader d'une future plainte.

Les résolutions. La médiation débouche sur des projets de délimitation et de sécurisation d'espaces d'activités à moyen terme, qui en réalité s'apparentent à « une fuite en avant » car, faute de moyens et de suivi, leur mise en œuvre concrète ne relève souvent que de l'exception.

Encadré 1 : Genèse d'un conflit agropastoral et processus de médiation

3.2. Rôles et implications de l'état et des collectivités dans la gestion du terroir

3.2.1. Des lois confrontées aux réalités du terrain

Le législateur camerounais a prévu une commission consultative chargée de proposer à l'autorité préfectorale des modalités d'affectation de l'espace rural en zones agricoles et pastorales selon les besoins des populations et entre autres, de régler les litiges fonciers (décret n° 76-166 du 27 avril 1976, chapitre IV). Cette commission composée des différents responsables des ministères techniques intervenant sur le foncier, du chef et de deux notables de la collectivité concernée, est nommée par le préfet et convoquée et présidée par le sous-préfet ou le chef de district.

En pratique, les commissions consultatives ne fonctionnent pas tel que prévu fautes de moyens, et l'affectation claire et prévisionnelle du domaine national aux différentes activités rurales n'est que très exceptionnelle, en dehors des situations d'urgence imposées par la tension et le conflit. L'installation de migrants dans le cadre de projets de développement s'est faite sans études d'impacts sur la gestion de l'espace à plus long terme par les groupes socioprofessionnels. Le village de *Naari* par exemple qui a été installé par le projet Nord-Est Bénoué à proximité d'une zone protégée a aujourd'hui grandi et s'est étendu à l'intérieur de la zone protégée. Les villageois paient cette importante erreur aux troupeaux d'éléphants qui détruisent chaque année plusieurs centaines d'hectares de culture.

De même, au moment de l'installation de migrants, il a été simplement laissé à chaque agriculteur, la possibilité de défricher les terres selon les besoins de sa famille avec l'autorisation du chef traditionnel. Ces populations originaires des terroirs saturés qui ont « faim de terre », se sont livrées à une stratégie d'accumulation foncière, en prévision à une éventuelle « fin des terres ». Les espaces de pâturage et les bas fonds ont été défrichés, et les pistes à bétail obstrués par la mise valeur agricole d'un *roman's land* que les éleveurs transhumant considèrent comme étant le leur. Sans aménagements, ces derniers n'ont pas la preuve d'une mise en valeur probante et par « conséquent ne possèdent » pas les pâturages situés hors du campement de sédentarisation.

3.2.2. L'orientation vers un développement planifié et décentralisé

Après le développement sectoriel promu dans les années 60 à 80, l'Etat camerounais a progressivement initié des projets et structures de développement visant un développement planifié et participatif. Aujourd'hui, les systèmes de production sont abordés en alliant les préoccupations de gestion des systèmes de culture et de la fertilité des sols à celles de gestion des systèmes d'élevage et de l'alimentation du bétail. Des problématiques concernant l'aménagement du territoire et le développement local, la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire, la gestion conservatoire de l'environnement et des ressources naturelles sont abordés au travers des projets simultanément exécutés par différents maîtres d'œuvres. Les questions transversales d'innovation endogènes, de renforcement de capacités et de responsabilisation d'acteurs en milieu paysan sont aussi concomitamment abordées.

Dans la perspective de décentralisation de la gestion des ressources et des territoires, les projets émergents visant la planification, l'aménagement et le développement participatif du territoire tels que le PNDP (Programme national de développement participatif), le PDOB (Projet de développement de l'Ouest – Bénoué), la MEADEN (Mission d'Etudes et d'aménagement pour le développement du Nord), le GESEP (Gestion sécurisée d'espaces pastoraux) et d'autres, doivent créer et dynamiser des comités de concertation et de gestion intra et intercommunautaire. Des dispositifs permettant la responsabilisation des

bénéficiaires et l'appropriation des acquis par les services techniques concernés doivent simultanément être développés simultanément pour les pérenniser.

En dehors de la bonne organisation des producteurs autour de la filière coton, la structuration des producteurs est marginale sur les autres filières (maraîchère, élevage), et quasi –inexistante dans le domaine de gestion des terroirs et des ressources naturelles. Sur ce dernier aspect, il n'y a en effet pas d'élément capable de fédérer directement les acteurs ou de les y inciter. Dans ce contexte de non appropriation de la ressource, sa dégradation, parce qu'elle n'est pas concrète ou visible à court terme conduit à « la tragédie des communs » (Hardin, 1968). La superposition spatio-temporelle des domaines d'activités et des droits d'usage sur les ressources agro-pastorales des différentes communautés socioprofessionnelles, accroît les stratégies « extractives ». La structuration et la responsabilisation des producteurs autour de la gestion des ressources naturelles et des différentes activités du terroir est une étape vers la concertation intra et intercommunautaire.

Dans le domaine de l'élevage, le PRCPB (Projet de réhabilitation et de création des points d'eau pour bétail) et le GESEP (Gestion sécurisée d'espaces pastoraux) ont entrepris de regrouper les éleveurs autour de deux ressources prioritaires. Des approches de concertation ont été mobilisées dans le choix des sites et les modes de gestion des aménagements. L'atteinte des objectifs visés a été souvent freinée par la non structuration des éleveurs. Les capacités des services techniques de l'élevage ne permettent pas de reprendre en main les actions initiées. La récente Fédération des éleveurs du Nord – Cameroun, a été créée à l'initiative des élites locales qui sont eux-mêmes éleveurs ou fils d'éleveurs, sans commencer par une organisation préalable des GICs à la base. Cette procédure de structuration peu orthodoxe mais volontairement choisie, a pour ambition d'inciter les éleveurs à s'organiser à la base sur un objectif de sécurisation de leurs ressources. La nouvelle fédération d'éleveurs offre l'opportunité d'une structuration durable à condition de bénéficier d'appuis pour favoriser son envol car à l'heure actuelle le personnel employé est insuffisant et très peu qualifié. Sur un domaine plus transversal et global, le PNDP et le PDOB travaillent à la mise sur pied et au fonctionnement des comités de gestion des terroirs en partant d'un diagnostic global et participatif visant à identifier les contraintes, élaborer le plan local de développement local (PDL). Le véritable enjeu à court terme est de faire fonctionner ces comités de concertation, et à plus long terme, d'en assurer l'autonomie et la pérennité. Les acquis actuelles et les expériences d'ailleurs (Sow et al., 2003), montrent la nécessité de : i) intégrer les services techniques des ministères concernés et les préparer à une prise en main ultérieure des actions ; ii) assurer le renforcement des capacités du comité ; iii) attribuer un cadre juridique souple aux comités créés (Associations ? GICs ? GIE ?) ; iv) identifier avec les acteurs les projets spécifiques d'autonomisation financière des comités ; iv) favoriser des fédérations aux échelles pertinentes (lawanat, lamidat, commune, arrondissement, département ?).

4. CONCLUSION

Le rapprochement et la superposition spatiale des systèmes d'élevage et d'agriculture à l'échelle des terroirs, crée des conflits d'accès et d'usage des ressources naturelles face aux quels les stratégies individuelles d'adaptation d'acteurs ne suffisent à réguler. Les politiques prévues pour réglementer l'accès et l'usage des ressources naturelles, et accompagner le développement territorial par les services techniques étatiques se heurtent au manque de moyens et les interventions se limitent à des situations d'urgence imposées par des conflits ou d'extrêmes contraintes. Toutefois, les projets de développement, mieux loties, offrent des solutions aux acteurs, mais sur des pas de temps courts qui limitent l'appropriation et la pérennisation des actions par les bénéficiaires. Le contexte actuel de décentralisation et d'émergence des projets et structures de développement ayant des visées transversale et participative (PNDP, MEADEN, etc.) aux "échelle terroir et région", complètent les efforts

d'innovation traditionnellement effectués aux échelles "parcelles, troupeaux et unités de production". Les communautés locales de gestion ou de concertation qui sont chargées de prendre en main la gestion des ressources naturelles et des interactions entre différentes activités, doivent s'organiser pour collaborer et bénéficier des actions des projets et structures de développement. Le contexte s'y prête, et l'état doit favoriser l'autodétermination des collectivités et des groupes socioprofessionnels.

5. BIBLIOGRAPHIE

Décret n° 76-166 du 27 avril 1976 fixant les modalités de gestion du domaine national. In République du Cameroun. Régime foncier et domanial. Yaoundé : Editions de l'imprimerie nationale, 1984 ; 185 p.

Dongmo A.L., Tchobsala, 2006. Caractérisation de l'espace pastoral collectif de Laïndé Karewa au Nord Cameroun. Rapport des résultats de programme « gestion des biomasses, de la fertilité des sols et des relations agriculture – élevage », Comité Scientifique PRASAC/ARDESAC, Bangui, Avril, 2007.

Dugué et Dongmo Ngoutsop, 2004. Traction animale et association agriculture élevage dans les savanes d'Afrique de l'Ouest et du Centre. D'un modèle techniciste à une démarche d'intégration raisonnée à différentes échelles. *Revue Elev. Méd. vét. Pays trop.*, 2004, 57 (3-4) : 157-165.

Gautier D., Ankogui-Mpoko G.F., Renoudji F., Njoya A. et Seignobos C., 2005. Agriculteurs et éleveurs des savanes d'Afrique Centrale: de la co-existence à l'intégration territoriale. *L'Espace Géographique*. Vol. 3, pp. 223-236.

HARDIN G., 1968. The tragedy of the commons. *In Science*, 162 : 1243-1248

Kanté, Defoer, Hilhorst, 1997. Améliorer la gestion de la fertilité des sols : Approche participative de recherche-action, Septembre 1997, ESPGRN, Sikasso, Mali, 51 p.

Ordonnance N° 74-1 du 6/7/74 fixant le régime foncier. In République du Cameroun. Régime foncier et domanial. Yaoundé : Editions de l'imprimerie nationale, 1984 ; 185 p.

Rabot, 1990. Transferts de fertilité et gestion des terroirs. Quelques points de vue. *Cah. Rech. Dév.* 1990 ; 25 : 19-32.

Sangaré et Coulibaly, 1999. Pour une meilleure gestion du troupeau bovin. Un outil d'aide à la décision paysanne, Mai 1999, ESPGRN, Sikasso, Mali, 27 p.

Sow B. Mbaye M., Ickowicz A., Rippstein G., Lesueur D., 2003. Rôle et implication des comités villageois de gestion et développement dans le fonctionnement d'un programme de gestion participative des terroirs agro-sylvopastoraux. L'exemple du PROGEDE au Sénégal. In Dugué P., Jouve Ph., (éds.), 2003. Organisation spatiale et gestion des ressources et des territoires ruraux. Actes du colloque, 25-27 février 2003, Montpellier. France.